



# UN AN APRÈS, QUEL RENOUVEAU POUR LES IDÉES EN POLITIQUE ?

*Rapport n° 5 de Fonder Demain  
Actes du débat du 30 juin 2014*

## INTRODUCTION

*par Louis MANARANCHE, président de Fonder Demain*

**L**e mouvement social qui s'est levé en France au cours de l'année 2013 s'est cristallisé autour de plusieurs préoccupations majeures. Quelle place restait-il aujourd'hui dans la Cité pour la famille ? Qu'avait-on fait de la personne humaine, au sens classique et hérité du terme, incarné ? Pourquoi ne cessait-on d'opposer la protection de ce corps intermédiaire qu'est la famille au progrès ?

Plus largement, la question s'est posée de savoir comment éviter que le débat politique ne se résume à des clivages stérilisants : progrès contre conservatisme figé, solidarité contre compétitivité, défense de l'entreprise contre maintien du service public, nation contre mondialisation... Sans tomber dans le ni-ni ou le juste milieu facile et stérile, il fallait trouver des clefs pour la renaissance d'une authentique réflexion politique, propre à restaurer une confiance déçue.

À Fonder Demain, nous avons souhaité nous mettre à l'école des grands philosophes du politique et d'une tradition de pensée que nous recevons – celle de la doctrine sociale de l'Église. C'est là, nous en sommes convaincus, la condition préalable à la reconstruction d'un discours politique cohérent et unifié, qui ne se contente pas d'asséner des miscellanées de petites phrases et





de rechercher le buzz médiatique pour contrer un camp adverse qui s'est auto-proclamé expert en progrès, en vivre-ensemble, voire en faire-France...

Voilà désormais un an que Fonder demain se réunit. Une dizaine de groupes de travail mène actuellement une réflexion sur des sujets d'actualité politique, économique ou culturelle. Trois rapports ont déjà été publiés : l'un sur la mondialisation et le politique, un autre sur l'éducation aux marges et un troisième sur la famille et la cité. Deux autres vont suivre très prochainement sur la pauvreté et le lien social, et sur la démocratisation de la culture.

Ces rapports ont suscité les réactions de plusieurs dizaines d'élus nationaux à diverses échelles. Avec beaucoup d'entre eux, les relations sont désormais durables. Les médias aussi ont prêté attention à l'une ou l'autre de ces publications, du *Point* au *Figaro*, en passant par le *Nouvel Observateur*, Radio Notre-Dame ou encore la radio canadienne...

Un an après le lancement de notre laboratoire d'idées, l'heure était donc venue faire le bilan de ces premiers mois de travail et de prendre la hauteur de vue nécessaire pour durer et pour insuffler les grandes lignes d'une refondation du politique.

Pour nous accompagner dans cette relecture, nous avons choisi de faire appel à six grands penseurs et témoins du politique. Le 30 juin dernier, dans le XV<sup>e</sup> arrondissement de Paris, nous réunissions ainsi, autour de deux tables-rondes, Gaultier Bès, Jean-Christophe Fromantin, François Huguenin, Ghislain Lafont, Pierre Manent et Hervé Mariton.





## TABLE-RONDE N° 1. À LA RECHERCHE DU GOUVERNEMENT PERDU

avec Gaultier BES, Ghislain LAFONT et Pierre MANENT.

### Pierre MANENT

Il m'a été donné une tâche difficile : expliquer ce que signifie « gouverner ». L'une des caractéristiques de la situation présente, c'est que **la notion même de gouvernement semble s'être effacée**. Ce n'est pas que nous soyons plus ou moins mal gouvernés. C'est que nous ne sommes pas gouvernés, que la notion même de gouvernement nous est devenue obscure. « À la recherche du gouvernement perdu » : voici une façon publicitaire d'introduire mon propos ! À ceci près que je sais comment il s'est perdu, mais que je laisse à plus intelligent que moi la tâche de saisir comment le retrouver...

Gouverner se subdivise en deux notions : commander, et conduire ou guider. Dès que l'on considère la notion de commandement, on voit à quel point elle a perdu presque toute légitimité. Considération banale, mais importante : **à partir des années 1960** – c'est l'époque du second concile du Vatican –, **la légitimité du commandement s'est effondrée** dans la famille, l'école, l'Église. La notion même de commandement est devenue illégitime. Et illégitime à ce point qu'elle en devient presque incompréhensible.

Aujourd'hui, les seuls à avoir le droit de commander effectivement, ce sont les juges et les chefs d'entreprise. Pourtant, leur pouvoir n'est pas considéré sous la rubrique du commandement, mais sous celles du jugement et de la gestion. Le commandement est difficile à appréhender dans nos sociétés. Les cadres d'existence dans lesquels il était reconnu comme légitime (famille, cité, université) ne le reconnaissent plus comme tel ; il ne demeure que dans la justice et dans l'économie.

**Gouverner consiste également à guider** : c'est le propre du *leader*. Mais le contenu de cette notion devient opaque ou obscur quand on peine à définir ceux qui doivent être guidés. L'opacité actuelle des différents groupes d'appartenances rend la notion complexe à appréhender.

Durant la période classique de la Cinquième République, le gaullisme visait l'indépendance nationale. Cette notion liait ensemble le gouvernant et les gouvernés et les définissait l'un par l'autre. Aujourd'hui, ce n'est pas que l'indépendance soit devenue moins désirable, mais c'est que **le propos même**





**de l'action politique s'est inversé : il ne s'agit plus directement d'acquérir une indépendance, mais de réussir à s'insérer dans de nouvelles dépendances** – l'Union européenne ou la mondialisation. L'action politique ne vise donc plus l'indépendance, mais d'une certaine façon son contraire. Le leadership ou la guidance ont perdu leur sens puisqu'il s'agit de conduire le guidé non pas vers l'indépendance, mais vers une sorte de disparition. On nous demande de disparaître pour devenir meilleurs. **Ceux qui nous « gouvernent » sont ainsi chargés de faire en sorte que les caractéristiques propres du corps politique français ne présentent aucun obstacle à la circulation des flux.**

Quel est donc ce gouvernement sans commandement ni guidance ? C'est ce que nous appelons la « gouvernance ». Cette notion introduit un véritable bouleversement dans l'ordre politique. Sa définition la plus éclairante est négative : **la gouvernance organise un monde sans gouvernement, c'est-à-dire sans commandement ni leadership.** Elle ne commande ni ne conduit. Elle désactive le gouvernement.

Dans ce monde régi par la gouvernance, on est donc organisé par des règles : règles du droit et règles de l'économie. La tâche que s'est donnée la classe dirigeante européenne n'est plus de gouverner à proprement parler, mais de **faire advenir un système d'action dont les règles se suffisent à elles-mêmes**, un système juridique ou économique dans lequel, idéalement, personne n'aurait le droit de commander. En suivant les règles, on n'obéit à personne. Le juge ne commande pas ; le marché ne commande pas. **Le marché est un système d'action qui ne commande pas** : il récompense les bonnes allocations du capital et punit les mauvaises. Depuis une vingtaine ou une trentaine d'années, s'établit ainsi un système d'action qui n'aurait plus besoin de gouvernement et qui ferait tenir ensemble les sociétaires par le juge et par l'agent économique qui suit les règles du marché.

C'est ici qu'intervient utilement la question de l'Europe. L'Europe vient donner un sens concret, désirable, à l'abstraction de ce système d'action. **L'Europe est le cadre de présentation et d'élaboration des règles dont elle reçoit sa légitimité en retour.** C'est un cadre de règles plutôt qu'un gouvernement. Le projet même de régler la vie commune par des règles que l'on suit sans obéir à un gouvernement rend caduques le corps européen en puissance comme le corps national.

Or, les règles ayant une tendance naturelle à embrasser l'ensemble du monde, **l'Europe n'est qu'une half-way house sur le chemin de la mondialisation.** Les





règles européennes ne sont pas subordonnées à un gouvernement. Non gouvernées politiquement, elles ont vocation à s'étendre au monde, « vocation à gouverner tout l'univers », selon l'expression de Montesquieu. L'Europe comme communauté politique potentielle disparaît autant que la nation. Elle se présente comme une simple étape vers l'établissement d'une gouvernance mondiale.

Aujourd'hui, nous sommes dans une vie commune qui craint de ne plus avoir d'avenir. Pour avoir un avenir, il faut exister, vous l'admettez. Mais j'ajoute que pour exister, il faut avoir un avenir. Or, c'est le gouvernement en tant qu'il commande et guide qui assure le lien entre les deux, entre l'avenir et l'existence. **Un gouvernement a une importance spirituelle considérable.** Étant l'instance qui guide, il est ce qui permet à un corps politique, à un ensemble humain, d'avoir un avenir. Vivre sans gouvernement, à supposer que ce soit possible, n'est pas désirable. Ce serait se priver d'avenir.

#### Louis MANARANCHE

À Fonder Demain, nous sommes conscients de cette nécessité de retrouver l'articulation entre existence et avenir. Nous voulons appuyer, dans le présent, des fondations pour l'avenir et retrouver le sens de ces fondations. C'est ici même, dans cette **alliance entre une tradition vivante et une projection**, que nous voyons **le sens du politique**. Les ouvrages de Pierre Manent nourrissent notre réflexion.

Ghislain Lafont, vous êtes entrepreneur. Pourquoi avez-vous décidé de vous engager ? Sous quelle forme ? Que peut faire un chef d'entreprise aujourd'hui pour redonner, à sa mesure, un dynamisme et une direction à l'action politique ?

#### Ghislain LAFONT

En 1972, je lisais dans *L'Expansion* ces mots de Jean Gandois : « le pouvoir ne se définit pas, il se mérite et il se prend. » Pourquoi au fond suis-je ici ? C'est parce qu'après une vie professionnelle et familiale heureuse, compte-tenu de la situation actuelle, on n'a pas le droit de préparer sa retraite en se disant que tout va bien. La situation que nous vivons est extraordinaire.

J'ai donc décidé de quitter mon état stationnaire pour m'engager, pour me





mettre au service du bien commun, et pour le faire avec des convictions et une liberté. La liberté intérieure, c'est ce qui nous manque le plus aujourd'hui. **Nous vivons une crise économique, certes, morale, sûrement, mais aussi profondément spirituelle.**

Il ne s'agit pas de singer les politiques. J'admire les hommes politiques qui se donnent vraiment. Certains ne dorment jamais. Je ne suis pas de ceux qui pensent que tous les hommes politiques sont fichus ou pourris. En revanche, c'est une évidence que **le monde politique a besoin de la société civile pour travailler ensemble.** Je me sens responsable d'avoir laissé les politiques faire, d'avoir mis mon bulletin dans l'urne et d'avoir laissé faire.

#### Louis MANARANCHE

S'engager, oui, mais pour quoi faire ?

#### Ghislain LAFONT

S'engager à remettre la société sur pied, avec de nouveaux mots, de nouvelles postures politique et surtout du courage – c'est ce qui manque le plus. Il faut changer complètement de disque dur et de logiciel. Je crois à la **mixité de la société civile et de la politique.** Faut-il que les partis regardent les gens issus de la société civile comme des concurrents ? Non, il faut les voir comme des collaborateurs. Le temps est venu, c'est maintenant qu'il faut s'engager. Levez-vous, participez au débat : il n'y a pas de fatalité. On a besoin de gouvernants, de patrons, de *leaders*, de gens qui n'ont pas peur. Le rôle du chef d'entreprise, c'est précisément de dire : « n'ayez pas peur, engagez-vous ! »

#### Louis MANARANCHE

Il faut certes réfléchir au moyen de développer les passerelles entre société civile et monde politique. Mais ne faut-il pas prendre garde dans ce domaine à l'orgueil du chef d'entreprise qui se présente comme celui qui sait gérer ? Il ne s'agit pas de réduire totalement ce qui fait la spécificité de chaque sphère...

#### Ghislain LAFONT

Je répondrai : « Sois toi-même. » Si j'ai tels talents, je les apporte. J'ai envie de contribuer, tel que je suis. Si j'ai des qualités de *leadership*, je dois les mettre au service de la société.





### Pierre MANENT

Je n'en suis pas tout à fait sûr... Le régime libéral est fondé sur la séparation de l'État et de la société civile. **Il y a une grandeur très spécifique de la vocation politique** : un souci de la chose commune, une capacité à prendre des risques pour elle, un sentiment de responsabilité qui inspire la confiance... Autant de traits que l'on ne rencontre, à ce niveau, dans aucune autre profession. Nous sommes en général très injustes avec les hommes politiques.

Aujourd'hui, nous avons perdu le secret de cette **alchimie heureuse entre sens de la responsabilité et confiance**.

### Gaultier BES

Ce qui rompt la confiance entre citoyens et représentants, c'est sans doute la disparition d'un cadre clair. Le terme décisif, c'est celui de souveraineté. Qui est souverain ? Qui agit sur le monde, sur nos modes de vie et de consommation ? Karl Polanyi parle de désencastrement de l'économie, c'est-à-dire de sa diffusion à l'ensemble de la société. On est passé d'une économie de marché à une société de marché : tout est régi par la marchandisation.

Ce désencastrement est facilité par l'**effacement des cadres politiques**, et surtout de la nation – c'est ce que dit Pierre Manent dans *La Raison des nations*. L'État-nation s'est effacé au profit d'une Union européenne informelle, sans limite et sans cadre. La souveraineté politique se dilue donc progressivement dans une gouvernance libérale et globalisée. On voit très bien ce processus à l'œuvre dans l'élaboration des traités internationaux, négociés dans la plus grande opacité. On a beaucoup parlé, lors de la campagne pour les élections européennes, du *Transatlantic Free Trade Area* (TAFTA) et de l'Accord sur le Commerce des services (ACS – ou TISA pour *Trade in Services Agreement*). Ce dernier fait l'objet, depuis février 2012, de négociations secrètes entre une cinquantaine de partenaires, dont l'Union Européenne qui pousse à la privatisation et à la dérégulation.

Parallèlement à l'effacement des cadres politiques garants de la souveraineté, notre société est ainsi traversée par une **tendance à la dérégulation**, notamment morale et économique, qui progresse parfois dans le secret.

On aura du mal à fonder une démocratie sans le peuple. La démocratie est nécessairement un composé de *démos* (le peuple) et de *cratos* (le pouvoir).





Aujourd'hui, s'il existe encore un *cratos*, il s'exerce de moins en moins avec le *démos*. Ce qui m'intéresse, c'est une société qui se rénoverait par la base. Mais pour cela, on a besoin de prudence et de patience. Il faut attendre les moments décisifs.

Louis MANARANCHE

Le libéralisme a posé la distinction entre État et société civile, mais pour autant il n'y a **pas d'étanchéité entre société civile et société politique**. L'idée de déléguer la politique aux représentants est derrière nous ; il est temps de revenir à Aristote qui a décrit l'homme comme un « animal politique ». La conception d'une société civile segmentée, isolée, mène à une impasse. Regardons ce qui se passe en Grande-Bretagne où émerge le concept de *Big Society*, faisant de la société civile un acteur politique à part entière.







## TABLE-RONDE N° 2. BIEN COMMUN ET VERTU EN POLITIQUE

avec Jean-Christophe FROMANTIN, François HUGUENIN et Hervé MARITON.

### François HUGUENIN

Qu'arrive-t-il à la droite aujourd'hui ? Elle devrait être en bien meilleure forme, soutenue par l'allégresse du retour au pouvoir. Et cependant, son effondrement intellectuel et moral prend une ampleur inconnue.

Le désamour des citoyens pour la classe politique n'est pourtant pas nouveau. La corruption des milieux politiques non plus n'est pas nouvelle. Souvenons-nous par exemple des scandales dans lesquels furent impliqués les hommes de la Troisième République.

Alors, pourquoi cet effondrement des principes ?

Depuis Machiavel, ainsi que l'a montré Leo Strauss, **on a sans cesse abaissé le seuil d'exigence du bien en politique au profit de la quête et de la conservation du pouvoir**. Tout cela a abouti à la démocratie qui permet l'alternance des pouvoirs, mais est en risque permanent d'oublier le bien commun. Auparavant, le souci du bien commun semblait la norme. Il nécessitait de cultiver un certain nombre de vertus. La démocratie a oublié qu'elle ne peut pas vivre sans vertu – elle le peut encore moins que les monarchies. Dans cet oubli de la vertu, seul compte à présent le sacre de l'élection qui légitime le pouvoir, alors que chez les anciens la légitimité venait du souci du bien commun

L'homme politique, qu'il soit gouvernant ou opposant, se doit d'être au service de la communauté. Or, ce service requiert de la vertu car le pouvoir excite la *libido dominandi* qui pousse l'homme à se considérer comme semblable à un dieu. Dès que la vertu est évacuée, nous travestissons la politique en recherche de l'honneur et nous détournons nos talents à la recherche de notre propre profit.

L'**absence du sens de la vérité** est la plus dommageable. Nous constatons, jour après jour, une distorsion entre paroles et actes. Les promesses électorales ont fait un tort énorme à la politique en détruisant la confiance dans la parole politique.

Quels pourraient donc être les garants d'une décision politique juste ? Dès lors





que l'on veut prendre une décision politique, il faudrait que quatre piliers soient respectés : liberté, vérité, justice et amour. Le personnel politique doit d'abord gagner en liberté en s'affranchissant des logiques partisanes. Il doit ensuite gagner en vérité pour que ses paroles soient audibles et non caricaturales. Il lui faut parallèlement mettre la justice au centre. Enfin il ne faut pas perdre de vue que toute histoire politique doit être une histoire d'amour, une histoire d'amour de la France.

Vertu vient de *vir*, qui signifie la force, au sens d'Aristote où l'homme est plus fort car meilleur. La vertu première en politique ne doit-elle donc pas être, pour chacun d'entre nous, celle du courage?

#### David BRIEND

Vous avez défini la vertu comme la source de la légitimité politique et comme cette force permettant de garantir la prise de décisions justes. Concrètement, comment cette exigence de vertu se traduit-elle en politique, pour ne pas rester dans le domaine du vœu pieux ? Cette vertu est-elle aujourd'hui la clef d'une rénovation politique ?

#### Hervé MARITON

Il faut se garder de donner trop de leçons de vertu et d'en faire trop profession. Je me méfie toujours du concept d'exemplarité : ne rêvons pas d'être exemplaires, essayons simplement de faire les choses bien.

Il y a en réalité deux manières de faire de la politique : la première relève de l'esprit de mission et la seconde relève du jeu, au sens dostoïevskien du terme. Quand on est du côté de la mission, on tâtonne davantage, on n'est pas sûr de trouver, mais le chemin est plus heureux.

Une question est souvent posée, celle de la différence entre la conquête et l'exercice du pouvoir. Ce ne sont pas ceux qui sont les plus aptes à conquérir le pouvoir qui l'exercent toujours de la meilleure manière. La mission politique ne présuppose pas une extraordinaire capacité à dire la vérité. Essayons avant tout d'être justes, ce qui ne dispense pas de suivre quelques règles. Je ne récuse d'ailleurs pas le terme de gouvernance, tant que cette dernière ne se substitue pas au gouvernement.

La vertu politique n'a pas nécessairement à faire preuve d'excessive modestie. On ne cesse de répéter que le soi doit s'incliner devant le bien collectif. Mais la





**vertu ne triomphera pas toute seule !** Sans *libido*, l'exercice du pouvoir est mécanique. Il faut au contraire qu'émerge une vision politique forte avant d'en venir aux considérations statiques ou statistiques.

La vertu en politique consiste aussi à regarder la vérité du monde. **La conquête du pouvoir pousse à la simplification, mais il faut affronter le réel pour exercer le pouvoir.** La subsidiarité est une manière féconde d'envisager les choses. C'est d'ailleurs elle qui donne son sens à l'Europe. Mais cela implique d'assumer la complexité du monde. La subsidiarité pousse au fédéralisme sur certains plans et ramène au local sur d'autres.

#### Jean-Christophe FROMANTIN

Il me semble important de rappeler que **la politique procède d'un engagement.** On ne se lève pas un matin en se disant : « Je vais faire de la politique. » À partir de ce qu'il a fait, de ce qu'il sait, de ce qu'il comprend du monde, chacun se pose la question de sa contribution à un projet de société.

L'intuition politique se forme au cours de l'itinéraire de chacun. C'est le résultat d'une longue prise de conscience qui mène à la prise de responsabilité. Quand je me suis présenté à la mairie de Neuilly, ce n'était pas le produit d'une décision mûrie, ni d'un rêve, mais le fruit d'un émerveillement devant une série de choses de la vie et d'une volonté de les conserver, de s'engager pour les protéger et les développer. C'est ce type d'intuition qui se trouve au principe d'un itinéraire politique authentique. On est très loin d'une perspective carriériste. C'est une intuition qui éveille une responsabilité. D'où l'importance de se rattacher à des projets locaux. On ne joue pas sa vie à une élection, il faut savoir préserver sa liberté qui est au cœur de l'engagement politique. Sans oublier les quatre qualités que sont l'objectivité, le souci de la vérité, l'audace et le courage.

#### Jeanne-Marie MARTIN

Si la politique est essentiellement le souci du bien commun et le sentiment de responsabilité qui naît vis-à-vis de la chose commune, se pose la question du critère d'évaluation de ce bien commun. Quel est-il aujourd'hui ? Est-on à la recherche d'un bien commun universel ? Ou bien cet universalisme est-il utopique et doit-on lui préférer un pragmatisme bien compris ? Quels discernements faut-il opérer ?





### Hervé MARITON

Il faut faire attention à ne pas trop intellectualiser les choses. Même quand l'engagement politique est le fruit d'un émerveillement et qu'on s'assigne une mission, on ne mesure pas systématiquement la part respective d'universalisme ou de pragmatisme. Dans la vie politique, il faut à la fois des principes et du pragmatisme.

Mais il n'existe pas de vérité unique en ce domaine. Un projet politique doit-il parler à tous les Français ou privilégier une approche communautariste ? Ma préférence pour le projet commun ne me permet pas d'interdire l'approche « Terra Nova » des communautés. Au nom de quoi interdirais-je une approche politique fondée sur le clientélisme ? Il faut une grande modestie en politique. Une formation politique n'a pas pour objet de délivrer une prescription du bonheur.

### David BRIEND

Alors, au nom de quoi va-t-on faire se lever les hommes ? Quel projet peut, selon vous, fonder le socle républicain français ?

### Jean-Christophe FROMANTIN

De manière très pragmatique, je répondrai qu'il faut partir de nos territoires, en chercher et en valoriser les atouts, c'est une richesse extraordinaire. Il ne sert de rien d'attendre des hommes providentiels.

Essayons de réconcilier nos territoires et le monde. Pourquoi les classes moyennes des pays émergents trouvent-elles la France attractive ? C'est parce que nos territoires ont un potentiel. Mais pour qu'ils puissent le révéler, repenser notre carte territoriale est une priorité. Cette carte territoriale est l'angle d'attaque pour penser la présence de l'État, la fiscalité, l'organisation des flux de ressources.

### Hervé MARITON

Il faut retrouver l'articulation entre libéralisme et bien commun. La liberté du libéralisme ne se conçoit pas sans responsabilité. Elle n'est pas étrangère au bien commun. Être libéral-conservateur, c'est réconcilier les valeurs et le vent du large. Je suis parfois inquiet de voir qu'on a tendance à oublier les racines ou à refuser le vent du large. Les deux sont inséparables.





## LES INVITÉS

**Gaultier BES.** Agrégé de Lettres, Gaultier Bès est professeur dans un lycée de Lyon. Cofondateur des Veilleurs, il a écrit, avec Marianne Durano et Axel Rokvam, *Nos Limites. Pour une écologie intégrale*.

**Jean-Christophe FROMANTIN.** Chef d'entreprise, député de la 6<sup>ème</sup> circonscription des Hauts-de-Seine, Jean-Christophe Fromantin est candidat à la présidence de l'UDI. À la tête de Territoires en mouvement, il travaille à la refonte de la carte territoriale.

**François HUGUENIN.** Historien des idées politiques, François Huguenin est l'auteur d'une *Histoire intellectuelle des droites*, réédition remaniée de *Conservatisme impossible*. Il y a défendu l'opposition irréductible et vouée à l'échec du libéralisme et de la réaction dans la pensée politique française issue de la Révolution.

**Ghislain LAFONT.** Entrepreneur, Ghislain Lafont est depuis 2009 président du conseil de surveillance de Bayard Presse, groupe catholique de presse et d'édition multimédia présent dans quarante et un pays. Il est également juge au Tribunal de Commerce de Paris, conseiller à l'État-major de la Marine et professeur affilié à l'EMBA-HEC.

**Pierre MANENT.** Normalien et agrégé de philosophie, membre du Centre de recherches politiques Raymond Aron, Pierre Manent a été, à partir de 1992, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS). Créateur et membre du comité de rédaction de la revue *Commentaire*, il travaille, depuis plusieurs années, à l'élaboration d'une histoire des « formes politiques ». Dans ce cadre, il s'est interrogé sur la dislocation de la notion traditionnelle de gouvernement politique face à l'émergence de la gouvernance, incarnée par de nouvelles entités à l'échelle mondiale.

**Hervé MARITON.** Ancien ministre, aujourd'hui député de la Drôme, Hervé Mariton est candidat à la présidence de l'UMP. Dans un entretien au *Figaro Vox* en avril 2014, il s'est défini comme un « libéral-conservateur », reprenant les mots de Benjamin Disraeli : « conserver ce qui vaut, réformer ce qu'il faut. »





## REMERCIEMENTS

*Fonder Demain tient à adresser ses remerciements à Blandine Duguet et à Roch de Boysson pour leur prise en note minutieuse de ces débats, et à Jeanne-Marie Martin pour la relecture et la mise en forme du présent rapport.*

